

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE SAMBRE AVESNOIS

PROJET ARRÊTÉ EN CONSEIL SYNDICAL
DU 22 JUILLET 2013



BILAN DE LA CONCERTATION



Arrêt de projet : 05 juillet 2016
Approbation : 03 juillet 2017

Vu pour être annexé à la délibération n° 17-09 du 07 décembre 2017
Alain Poyart, Président du SM SCoT Sambre-Avesnois



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Préambule	
Le cadre juridique et les délibérations	3
PARTIE I	
La concertation dans le cadre de l'élaboration du projet	4
Chapitre 1	
La phase Diagnostic, 2008-2009	5
Chapitre 2	
L'élaboration du PADD, 2010/2011	7
Chapitre 3	
Le D00, 2012/2013	9
PARTIE II	
Les outils spécifiques à l'information et à la concertation du plus large public	10
Chapitre 1	
Le site Internet du SCoT Sambre Avesnois	11
Chapitre 2	
L'exposition itinérante	13
Chapitre 3	
Les brochures de communication et publications	17
Chapitre 4	
Le relais des intercommunalités	20
Chapitre 5	
Les médias	21
Chapitre 6	
Les réunions publiques	24
PARTIE 3	
Évaluation	35
Synthèse des actions menées	35
Synthèse des thématiques débattues en réunions publiques	36
Conclusions	37
Annexes	39

Préambule

LE CONTEXTE DE L'ÉLABORATION DU SCOT

Le Syndicat mixte du SCoT Sambre Avesnois, créé en 2007, porte l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe qui rassemble 151 communes au sein de 10 intercommunalités et représente un bassin de vie de plus de 234 000 habitants.

LE CADRE JURIDIQUE DE LA CONCERTATION

La concertation fait partie intégrante du processus d'élaboration d'un SCoT. Elle est inscrite dans la loi SRU qui en fixe le cadre législatif afin de répondre aux enjeux de société actuels, dans une perspective de développement durable. Cette loi a rendu obligatoire la concertation lors de l'élaboration d'un SCoT (article L.300-2 du code de l'urbanisme).

La concertation au sens du code de l'urbanisme consiste en l'établissement d'un débat préalable au projet définitif avec les citoyens et d'une enquête publique.

LES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE

Les objectifs et les modalités de la concertation du SCoT Sambre Avesnois ont été définis par la délibération du 3 mars 2008 qui prévoit l'application des modalités de concertation et précise :

"1 – Des réunions publiques à l'échelle des cantons

2 – Tout moyen d'information approprié, notamment la parution d'articles, fournis par le Syndicat mixte, pouvant être publiés lors des grandes étapes du SCoT, soit dans un journal du Syndicat lui-même, soit dans des bulletins périodiques municipaux, intercommunaux, ou de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre, articles de presse écrite, communication radio et/ou télévisuelle.

3 – Une exposition accompagnée d'un registre de remarques.

4 – Création d'un site Internet".

(cf. SCoT SA ANNEXE1 DELIB CONCERT2008)

Une nouvelle délibération sera votée le 11 octobre 2012 pour préciser le cadre de la tenue des réunions publiques, volet à part entière de la concertation, au regard notamment de la réforme territoriale engagée. Elle indique, dès lors, que les réunions publiques seront tenues à l'échelle des futurs EPCI.

"La mutualisation des EPCI définie par la loi sur la réforme des collectivités territoriales en date du 16 décembre 2010 changera le paysage institutionnel de la Sambre-Avesnois. De futures centralités organisées autour de ces EPCI, cohérentes avec le fonctionnement en bassins de vie du territoire du SCoT, sont en émergence. Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale qui découle de cette loi, a été arrêté par l'État le 29 mars 2012, et définit les périmètres de ces futurs EPCI.

Cette nouvelle dimension intercommunale, nom connue lors de la prise de la délibération sur les modalités de concertation lors du comité syndical de mars 2008, invite à reconsidérer la pertinence de l'échelle des cantons pour la tenue des réunions publiques.

Dans un souci d'efficacité de la concertation, il semble plus judicieux d'organiser des réunions publiques à une échelle plus cohérente pour le SCoT, celle des futurs EPCI définies par la réforme des collectivités territoriales. (...)

Ainsi la formulation de l'alinéa des modalités de la concertation figurant sur la délibération du 03/03/2008 : "des réunions publiques à l'échelle des cantons" serait remplacée par la formulation suivante : "Des réunions publiques à l'échelle des futures intercommunalités dont le périmètre est défini par le Schéma Départemental de Coopération Intercommunal du Nord (SDCI) approuvé par arrêté préfectoral en date du 20 mars 2012."

(cf. SCoT SA ANNEXE2 DELIB CONCERT2012)

Partie I

La concertation dans le cadre de l'élaboration du projet

UNE CONDUITE DE PROJET TRIPARTITE

Présidé par MM. Rémi Pauvros et Alain Poyart (vice-président), le **Syndicat Mixte du SCoT de la Sambre Avesnois** est composé de 44 membres, il est en charge de l'élaboration et du suivi du SCoT.

Il a missionné, en mars 2008, un groupement de prestataires extérieurs (urbaniste, paysagiste, économiste, agence de communication...) pilotés par le **bureau d'études lillois Études et Cartographie** pour l'assister tout au long de la procédure.

Par ailleurs, l'**Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre (ADUS)** apporte son concours technique dans la mise en œuvre du projet en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage, avec notamment la nomination d'une chargée de mission SCoT.

Au total, sur la période 2008/2013, élus et techniciens auront **piloté près d'une centaine de réunions**, comités, conseils ou commissions sur le territoire dans le cadre du SCoT.

(cf. SCoT SA ANNEXE3 CALENDRIER REUNIONS)



Chapitre 1

La phase diagnostic, 2008-2009

RENCONTRER LES 12 INTERCOMMUNALITÉS

Missionné par le Syndicat mixte, le bureau d'études en charge de l'élaboration du SCoT a rencontré, dès 2008, l'ensemble des intercommunalités⁽¹⁾ de l'arrondissement.

Cette première série d'échanges a permis de présenter la procédure et les enjeux spécifiques au SCoT, d'appréhender les attentes des élus et d'établir un état des lieux de leurs projets en cours et à venir. Ainsi, sur 2008, 13 rencontres ont eu lieu :

- le 11 juillet 2008, avec la CC Pays de Mormal et de Maroilles
- le 16 juillet, avec la CC Pays d'Avesnes
- le 17 juillet, une rencontre des EPCI à St Waast
- le 18 juillet, avec la CC Guide du Pays de Trélon
- le 25 juillet, une rencontre des EPCI à La Longueville
- le 9 septembre, avec la CC du Bavaisis
- le 23 septembre, avec la CC Sambre Avesnois
- le 28 septembre, avec la CC Action Fourmies et Environs
- le 8 octobre, avec la CC du Quercitain, puis la CC Frontalière Nord-est Avesnois
- le 6 octobre, avec la CC des Vallées de la Sorle, de la Thure et de l'Helpe
- le 21 octobre, avec la CC rurales des Deux Helves
- le 11 décembre, avec la CA Maubeuge Val de Sambre

CONSTITUER CINQ COMMISSIONS THÉMATIQUES

L'élaboration du SCoT s'effectue au sein de cinq commissions thématiques constituées dès le premier semestre 2008 :

• **démographie, logement, positionnement inter et intra-régional :**

Jacques Bolle (président), Jacques Thibaux (rapporteur), Karima Arbia, Robert Brasseur, Annick Mattighello, Pierre Roche et Benjamin Saint-Huile ;

• **patrimoine urbain et paysager, qualité environnementale :**

Paul Raoult (président), Jean Seguin (rapporteur), Charles Degardin, Dominique Delcroix, Raymonde Dramez, Bernadette Lejuste, Jean-Claude Maret et Joël Wilmotte ;

• **économie, agriculture, commerce et artisanat :**

Alain Poyart (président), Christophe Di Pompeo (rapporteur), Corinne Boquet, Philippe Brasselet, Marcel Grimbert, Georges Kuntzburger, Bernard Navarre, Jean-Paul Raout et Michel Wasse ;

• **aménagement, dont infrastructures et transport :**

Bernard Baudoux (président), Damien Ducanchez (rapporteur), Arnaud Beauquel, Nicole Delbouve, Daniel Devins, Pierre Duroux, Alain Fréhaut, Daniel Jopek, Michel Lo Giaco et Dominique Quinzin, ainsi que le député Jean-Luc Pérat ;

• **développement social, culturel, sportif, touristique, services à la population, dont la santé :**

Denis Williams (président), Jean-Jacques Anceau (rapporteur), Maurice Boisard, Dominique César, Michel Copros, André Marchand et Stéphane Latouche.

(CF. SCoT SA ANNEXE 4 DELIB BUREAU 110608)

⁽¹⁾ Soit les 12 EPCI du périmètre en 2008, devenus 10 EPCI au 1^{er} janvier 2012, à l'exception de la CC Nord Maubeuge qui a refusé l'échange.

Sur la période **de novembre 2008 à février 2010**, chaque commission se sera réunie à raison de 5 séances chacune, à l'exception de la commission "Aménagement-transports" (6 séances) et de la commission "Paysage" (4 séances), soit au total, **25 séances**.

À noter, en 2012, dans le cadre des études complémentaires (issues notamment de la loi ENE de 2010), la création d'une **commission "Énergie Climat"** qui s'est réunie 5 fois jusqu'à l'arrêt de projet, dans le cadre de l'élaboration du Plan climat de l'arrondissement. Par ailleurs, la commission Développement économique s'est à nouveau réunie dans le cadre de l'élaboration du DAC.

UN COLLOQUE DÉDIÉ À LA SANTÉ SUR LE TERRITOIRE

Pour nourrir une réflexion sérieuse sur la thématique particulière de l'offre de soins sur l'arrondissement, le Syndicat mixte a organisé, le 17 avril 2009 à l'hôpital de Liessies, un colloque "santé" d'une journée. Les débats ont réuni praticiens, élus et experts, en présence notamment du directeur de l'ARS, des président et vice-président du Syndicat mixte du SCoT.

Ce colloque a notamment fait l'objet d'un traitement via la presse quotidienne régionale. (CF. SCoT SA ANNEXE 5 VDN 210409)



UN SÉMINAIRE DE RESTITUTION ET DE PARTAGE DU DIAGNOSTIC

La **restitution du diagnostic** s'est traduite par l'organisation d'un comité syndical élargi et décentralisé, tenu **le 8 octobre 2009** dans les salles de O 'Ciné de Maubeuge. Cette séance particulière a fait l'objet d'une vidéo en ligne sur le site Internet proposant notamment les éclairages du président du syndicat mixte et celui du sous-préfet de l'arrondissement, Olivier André.

- La présentation réalisée par le bureau d'étude a également été mise en ligne sur le site.

(cf. SCoT SA ANNEXE 6 PPT DIAG2009)

- Les débats tenus lors de ce séminaire ont largement été repris dans la presse quotidienne régionale (une pleine page dans les éditions de La Voix du Nord) ainsi que dans la presse locale hebdomadaire (un dossier d'une page dans l'édition La Sambre du 16 octobre 2009).

(cf. SCoT SA ANNEXE 7 VDN 111009)



Chapitre 2

L'élaboration du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), 2010/2011

DES RÉUNIONS TERRITORIALES POUR FAIRE ÉMERGER LES ENJEUX

Quatre réunions territoriales ont été organisées en 2010, dans le cadre notamment du partage du diagnostic et des enjeux de l'arrondissement, afin **de nourrir la réflexion sur le projet de PADD. Elles se sont tenues à Avesnes-sur-Helpe** (le 5 octobre), à **Bavay** (le 30 novembre), à **Maubeuge** (le 16 novembre) et **Fourmies** (le 8 décembre).

Ces quatre réunions de territoire ont atteint leurs objectifs en termes d'audience et de participation. Le bureau d'étude en charge de l'animation a reçu un bon accueil dans les 4 communes concernées, de nombreux élus ont participé avec une qualité d'intervention faisant place au débat, peu à la polémique. Les élus ont notamment souhaité que le document à venir (le PADD) précise entre autres :

- l'importance de la mise en place d'un réseau de transports plus efficace (transport interurbain, fret ferroviaire...) à une échelle plus large que le Bassin de la Sambre,
- la nécessité de faciliter l'accueil des activités économiques,
- les conditions du développement des communes rurales,
- l'importance de certains projets de territoire en cours (secteur Fourmies/Trélon).

D'une façon générale, les interrogations portent sur la cohérence du périmètre du SCoT (entre zones rurales et urbaines) et son cadre perçu comme "restrictif" ainsi que sur l'articulation du projet avec les documents d'urbanisme existant (PLU, cartes), la charte du PNR...

Ces réunions font apparaître la nécessité de développer certains points au PADD, notamment : les enjeux transfrontaliers et transrégionaux, les questions du numérique et de l'agriculture raisonnée, la réutilisation des friches industrielles pour le développement économique, le port fluvial d'Hautmont...



UN PROJET DE PADD PRÉSENTÉ EN CONSEIL EN MAI 2011

Réunis lors d'un conseil syndical élargi **le 31 mai 2011, les élus ont débattu sur un projet de PADD** présenté. Ce document a fait l'objet d'une mise en ligne sur le site Internet du SCoT.

Cf. SCoT SA ANNEXE8 CS PADD 310511

NB : dans le cadre des conseils syndicaux, le Syndicat mixte convoque les élus délégués (45 titulaires) et invite, parallèlement et systématiquement à chaque représentation, les personnes publiques associées au projet⁽²⁾ (48 représentants).

UN ENRICHISSEMENT DU PROJET TOUT AU LONG DE L'ANNÉE 2012

Le planning initial du SCoT Sambre Avesnois a été modifié pour répondre aux exigences de la réglementation imposée par la loi Engagement national pour l'Environnement (ENE, votée en juillet 2010), dite "loi Grenelle 2" entrée en vigueur en 2011. Les études complémentaires nécessaires ont été engagées à cette période et ont conditionné le travail d'enrichissement du PADD. Ainsi, le Syndicat mixte et l'ADUS ont piloté un grand nombre de rencontres entre élus, techniciens et partenaires afin d'enrichir le projet. **Une nouvelle commission a été créée : la commission Énergie Climat.**

Outre les réunions avec la Région et le Département, se sont ainsi déroulées :

- une **conférence sur le commerce** ("le livre blanc commerce"), pilotée par la CCI, à Avesnes, le 3 avril 2012,
- une **réunion technique des PPA** (personnes publiques associées), le 6 juin 2012, à Aulnoye-Aymeries, sur les études complémentaires engagées,
- une réunion avec le **SCoT du Valenciennois**, le 29 août 2012,
- des réunions techniques avec le **PNR Avesnois**,
- des présentations SCoT auprès du **Conseil de développement** de l'AMVS, le 24 avril 2012, en **Conseil communautaire de l'AMVS**, le 29 novembre, en **Conseil communautaire de la CC du Quercitain**, le 20 juin 2012, et une présentation en bureau du PNR Avesnois le 19 juin 2012.

Enfin, **une conférence spécifique aux circuits courts alimentaires** a été organisée le **22 novembre 2012**, à Maubeuge. À l'initiative de l'ADUS et sous la présidence du Syndicat mixte, elle a réuni de nombreux élus, experts et associations autour d'échanges qui ont donné lieu à une synthèse diffusée largement sur l'arrondissement et sur le site Internet du SCoT.

Cf. SCoT SA ANNEXE9 CONF CIRCUITS COURTS 221112



⁽²⁾Sous-préfecture/DDTM/Chambre des métiers du Nord/Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt/Chambre d'agriculture/SDIS/Aviation Civile/PNR Avesnois/VNF/DREAL/Conseil général _ Direction de l'Environnement et du Développement des Territoires _ Direction de la prospective, de l'aménagement et de l'économie _ Direction Territoriale de l'Avesnois _ Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation _ Mission Aménagement Régional/Comité Départemental du Tourisme (CDT)/CCI du Grand Hainaut/CCI d'Avesnes/SMVS/ADUS et Bureaux d'études.

Chapitre 3

Le document d'orientation et d'objectifs (DOO), 2012/2013

L'ensemble des rencontres de 2012 (cf. *notre chapitre 2*) ont permis l'avancée du projet de DOO. Des commissions et réunions complémentaires se sont tenues :

- des **commissions thématiques sur l'aménagement commercial** en novembre 2012 et mars 2013,
- des **commissions thématiques Énergie Climat** (4 en 2012 et une en mai 2013),
- une réunion en préfecture, en mai 2013, réunissant la DDTM, la DREAL et les EPCI.

Durant la période, le Syndicat a réuni 5 conseils syndicaux en 2012 et 3 en 2013.

Le projet de DOO a notamment été débattu en conseil du 30 mai 2013.

(cf. SCOT SA ANNEXE10 CS DOO 300513)

Enfin, **deux séries de 3 réunions publiques ont été organisées, en mars 2013 puis en juin**, invitant le plus grand nombre à échanger sur le projet (cf. *notre Partie II, chapitre 6*).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Partie II

Les outils spécifiques d'information et de concertation auprès des habitants du territoire

Dès 2008, le SCoT s'est doté d'une **charte graphique spécifique et d'une base line : "vision d'avenir"** qui ont **fédéré l'ensemble des productions permettant une reconnaissance et une visibilité du projet**. Conformément à ses délibérations de 2008, **le site Internet est créé (en 2009)** et présenté en conseil, à l'ensemble des acteurs du projet. Depuis, il est régulièrement alimenté des productions du Syndicat et des actualités du SCoT.

En 2011, le Syndicat poursuit sa concertation en organisant une exposition itinérante permettant aux habitants du territoire, au sein de chacune des 12 intercommunalités (devenues 10 au 1^{er} janvier 2012), d'appréhender les enjeux du projet de SCoT de la Sambre Avesnois.

Des brochures spécifiques ont été diffusées sur le territoire (**plus de 100 000 foyers**), **des publi-rédactionnels** ont touché les lecteurs de **la presse quotidienne régionale** ainsi que ceux de **la presse locale hebdomadaire**, sur l'ensemble des éditions de l'arrondissement (Avesnois, Maubeuge, Fourmies).

Les médias ont largement **traité les différents débats tenus**, notamment lors **des réunions publiques de 2013**.



Chapitre 1

Le site Internet du SCoT Sambre Avesnois

Conformément à ses délibérations, le Syndicat a mis en ligne un site Internet en avril 2009, après une présentation en conseil syndical. Le site accueille 6 rubriques :

- les actualités,
- une présentation du Syndicat mixte, la conduite du projet et les commissions,
- une présentation du territoire : le périmètre du projet, ses intercommunalités et chiffres clés,
- une présentation de la démarche SCoT : les enjeux de développement durable, les documents constitutifs du projet et la portée du SCoT,
- un espace de téléchargement,
- une espace contact, rappelant l'ensemble des moyens d'expression (courrier, téléphone, boîte mail).



L'espace de téléchargement de documents a été mis à jour régulièrement à chaque étape de production du projet, permettant aux internautes un accès :

- au Diagnostic territorial,
- à l'État Initial de l'Environnement,
- au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- au Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

LA FRÉQUENTATION DU SITE : CHIFFRES CLÉS⁽³⁾

Période	2010	2011	2012	2013 (sur 6 mois)
Visites	536	1 042	1 923	1 327
Moyenne mensuelle de visites	44 ,6	86,8	160,25	221,16
Pages vues	5 110	5 971	6 661	18 828
Moyenne de pages vues par visite	9,5	5,7	3,4	14,18

⁽³⁾ Les statistiques de la période de création du site (avril 2009) ne sont pas disponibles. Les chiffres 2013 sont donnés sur 6 mois (au 30 juin 2013).

Enfin, la rubrique "Actualités" du site permet de relayer, depuis 2009, la dynamique du projet, en particulier :

- la tenue de conférences,
- la disponibilité des productions projets en téléchargement,
- la présentation des panneaux d'exposition,
- la diffusion des brochures de communication (cf. *notre chapitre 3*),
- la tenue et la restitution des réunions publiques (cf. *notre chapitre 6*).

LES CAPS DE PROGRESSION DE LA FRÉQUENTATION

- Le cap des 100 visites/mois est atteint en juin 2011, correspondant à la présentation du projet de PADD et au lancement de l'exposition itinérante sur le territoire (cf. *notre chapitre suivant*).
- Le cap des + de 200 visites/mois est atteint en avril 2012.
- Le cap des + 300 visites/mois est atteint en mars 2013, période de diffusion de la brochure aux 100 000 foyers du territoire et de la tenue des réunions publiques (cf. *notre chapitre 6*).

LES PICS NOTABLES DE CONSULTATION

Sur les 4 périodes (2011 à 2013), la moyenne de pages vues par visite est de 7,6. On note en revanche des pics importants de consultations à 3 périodes précises :

- en juin 2011, pour une moyenne de 25,5 pages vues/visites,
- en février 2013 avec une moyenne de 55,38 ; puis en mars 2013 (21,59),
- en juin 2013 avec une moyenne de 14,18 pages vues/visite.

Ces pics correspondent aux périodes clés de concertation : l'exposition (mi 2011), la diffusion de supports (février et mars 2013) et les réunions publiques (mars et juin 2013).



Chapitre 2

L'exposition itinérante

UNE EXPOSITION ITINÉRANTE POUR PRÉSENTER LE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE ET LES ENJEUX DU PROJET

Conformément aux délibérations actées, le Syndicat mixte a conçu une communication spécifique aux enjeux de développement du territoire auprès d'un plus large public : une exposition itinérante sur les 12 intercommunalités de l'arrondissement.

L'événement a été organisé au printemps 2011, chacun des 12 EPCI ayant été doté d'une exposition de 7 panneaux thématiques présentant deux étapes du SCoT que sont l'état des lieux du territoire de la Sambre Avesnois et les principales orientations de développement pour les 20 prochaines années, notamment :

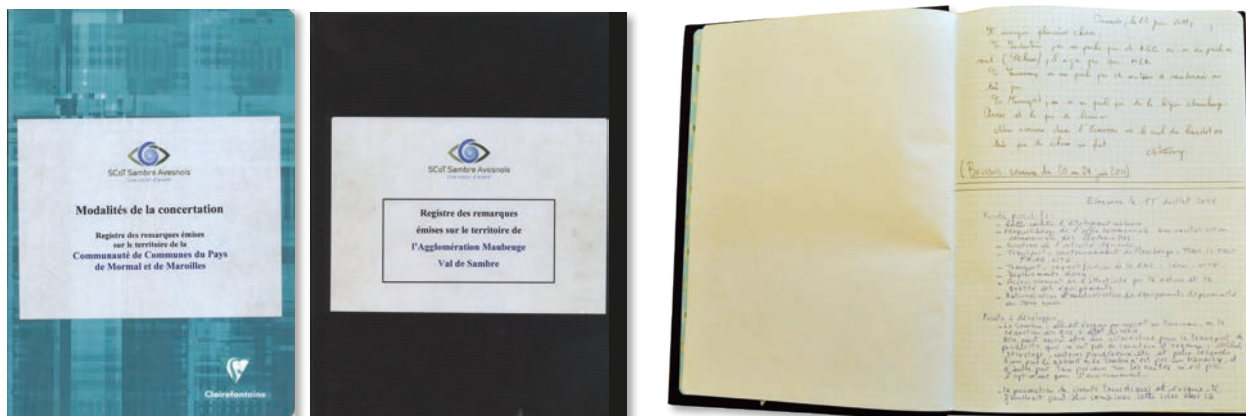
- À quoi sert le SCoT ?
- Un habitat à diversifier
- Des équipements à compléter
- Une économie à développer
- Un réseau de transport à optimiser
- Un environnement à préserver (2 panneaux)

CF. SCoT SA ANNEXE 11 EXP02011



Ainsi, 84 panneaux (de 80 cm x 120 cm) ont-ils été diffusés à travers le territoire sur l'année 2011, chaque EPCI ayant pour charge de planifier des semaines d'exposition sur son secteur, en privilégiant les lieux publics : hôtel de ville, salles des fêtes, office du tourisme... et en accompagnant l'exposition d'un registre d'expression.

REGISTRES D'EXPRESSION



Pour accompagner les EPCI dans le cadre de l'événement, le Syndicat a notamment :

- présenté **le dispositif et le contenu des panneaux, en conseil syndical du 14/04/11,**
- **transmis à chaque EPCI une note détaillant le dispositif à mettre en place et les appuis disponibles :** affichettes, diffusion des dates d'exposition sur le site Internet, appui logistique...

LETTRÉ D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN PLACE DES PANNEAUX



REGISTRE D'EXPRESSION



AFFICHETTES EXPOSITION



Ce dispositif a fait l'objet **d'une relance à l'automne**, auprès des EPCI n'ayant pas encore programmé de date d'exposition.

SYNTHÈSE DE LA TENUE DES EXPOSITIONS

EPCI	Tenue de l'exposition	Période
CA Maubeuge Val de Sambre	Itinérante, 18/22 communes	3/05/au 18/10/11
CC Sambre Avesnois ⁽⁴⁾	Non communiqué	Non communiqué
CC Nord Maubeuge ⁽⁴⁾	Non communiqué	Non communiqué
CC frontalière NE Avesnois	Office de Tourisme	8/11 au 23/11/2011
CC du Bavaisis	Conseil communautaire et itinérante communes	Non communiqué
CC Pays de Mormal & Maroilles	Itinérante, 9/10 communes	15/06 au 10/11/2011
CC Pays d'Avesnes	Itinérante 8 communes + fête du livre et foire aux mouches	Du 4/11 au 19/12/2011
CC Rurales des 2 Helves	Maison des 2 Helves, et 3 médiathèques intercommunales	4 semaines sur chaque site en 2011, soit 16 semaines au total.
CC 3 Vallées	Salle d'exposition de la Communauté	Du 6/11 au 11/11/2011
CC Action Fourmies	Hall de la communauté, mairies d'Anor et de Fourmies, grand prix de Fourmies (sur stand)	Août 2011
CC Guide du Pays de Trélon	Itinérante, 6 /8 communes	Du 10/11 au 6/12/2011

LA SAMBRE/VENDREDI 18/11/2011

COUSOLRE

Le SCoT expliqué aux élus avant d'être présenté aux administrés

Dans la ribambelle de sigles, abréviations et autres acronymes qu'affectionnent les services de l'État, le SCoT désigne le schéma de cohérence territoriale, un document d'urbanisme qui a pour vocation d'harmoniser le développement d'un territoire.

Réaliser des zones d'activités en préservant le bocage et sans trop pénaliser l'agriculture, imaginer l'école, l'université, les services de santé, l'habitat, l'environnement, les moyens de communication d'ici à vingt ans : c'est ce à quoi est destiné le SCoT, qui doit aussi permettre d'harmoniser au maximum le PLU, autre acronyme pour plan local d'urbanisme à l'échelon communal.

C'est cette bible que le syndicat qui porte le SCoT se propose de faire découvrir aux élus et administrés de l'arrondissement, sur le ressort duquel il va s'exercer. En sept panneaux, l'exposition part de la situation existante et formalise des projections dans tous les domaines cités plus haut. Les conseillers communautaires de la Communauté de communes Nord-Est Avesnois, soit Cousolre, Aibes et Bousignies-sur-Roc, ont pu la découvrir lundi soir à la maison du patrimoine où elle a été commentée par Maurice Boisart, président. Le document, qui doit en principe être approuvé en juin 2012, sera visible pour le public jusqu'au 26 novembre aux heures d'ouverture de l'office de tourisme, soit du mardi au samedi de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Un registre d'observation sera à disposition des visiteurs. ■

Maurice Boisart a pris le micro pour présenter les enjeux du schéma de cohérence territoriale.



1410.

VOIX DU NORD/AVESNES PUBLIÉ LE 6 NOVEMBRE 2011

TRÉLON. Schéma de cohérence territoriale Une exposition présentant le schéma de cohérence territoriale Sambre Avesnois (SCoT) est visible dans le hall de la mairie (aux heures d'ouverture). Un registre est à la disposition de tous ceux qui souhaitent y noter leurs remarques.

LA VOIX DU NORD.fr

⁽⁴⁾ Les communautés n'ont pas répondu aux sollicitations.

BILAN D'ÉTAPE DE LA CONCERTATION

Au regard d'un premier résultat mitigé de cette action (2 EPCI n'ont pas répondu aux sollicitations malgré les relances, et, globalement, elles ont eu du mal à s'approprier cette animation), **un bilan d'étape a été réalisé, en 2012, sur la concertation du projet**. À ce titre, **l'ADUS a pris contact avec les EPCI et proposé des réunions d'échange spécifiques sur la concertation**. Quatre réunions ont ainsi été sollicitées et tenues :

- le 23 avril, point concertation avec la CC du Bavaisis,
- le 30 mai, point concertation avec la CC du Quercitain,
- le 14 juin, point concertation avec la CC Actions Fourmies et environs,
- le 21 juin, point concertation avec la CC Guide du Pays de Trélon.

Ces échanges ont permis **de proposer une nouvelle phase de communication sur la période 2012/2013, via notamment une publication spécifique aux élus (le memento), une publication à très large diffusion pour l'ensemble des habitants de l'arrondissement, des réunions publiques et une communication presse plus soutenue**.



Chapitre 3

Les brochures de communication et publications

Début 2013, le Syndicat mixte a renforcé son dispositif de concertation et de communication en réalisant deux brochures spécifiques.

En janvier 2013, le memento du SCoT, plus particulièrement destiné aux élus et partenaires du projet.

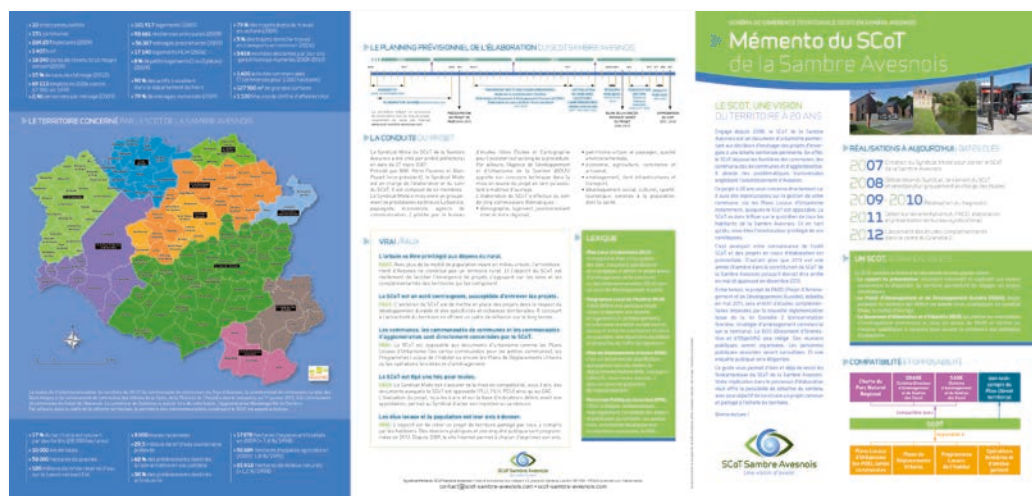
Sous la forme d'un triptyque, ce document présente un point d'étape de la procédure : dates clés de réalisation, conduite de projet, outils d'information disponibles, définitions... Il précise le calendrier de l'année à venir, année décisive, puisqu'elle prévoit un arrêt de projet au premier semestre et une approbation à la fin du second semestre 2013.

Ce memento reprend les cinq grandes orientations du projet telles que définies au PADD.

Il a été présenté, avant diffusion, en Comité syndical du 13 décembre 2012, à l'instar du dispositif de communication couvrant l'année 2013.

Le memento a ainsi été diffusé, nominativement, à l'ensemble des élus du territoire ainsi qu'aux personnes publiques associées. Cette diffusion a, par ailleurs, été complétée par une brochure de synthèse de la conférence du 22 novembre 2012 sur les circuits courts alimentaires.

Cf. SCoT SA ANNEXE12 MEMENTO 2013



LA BROCHURE TOUT PUBLIC "VISION D'AVENIR"

En février 2013, afin d'annoncer et d'accompagner la tenue de la première série de réunions publiques, le Syndicat a **produit un document de 6 pages, diffusé en "toutes boîtes" sur l'arrondissement d'Avesnes. Bénéficiant d'une large diffusion (les 100 000 foyers du territoire), cette publication a été le vecteur d'une communication de réelle proximité.**

Elle a, par ailleurs, été mise en ligne sur le site Internet.

Cette publication situe les éléments de contexte de l'élaboration du projet (définitions, principe de concertation, démarche de développement durable) et décrypte les grandes orientations du SCoT :

- Habitat, des logements pour tous,
- Déplacements : développer les transports en commun,
- Économie : rendre notre territoire encore plus attractif,
- Équipements : compléter l'offre et mieux la répartir,
- Environnement : protéger notre richesse paysagère,
- ...et prévenir les risques et réduire les gaz à effet de serre.

Cf. SCoT SA ANNEXE13 BROCHURE 2013



LES PUBLI-RÉDACTIONNELS

En juin 2013, afin d'accompagner la seconde série de réunions publiques, le Syndicat mixte a programmé des publi-rédactionnels dans la presse quotidienne régionale et la presse locale hebdomadaire :

- un publi-rédactionnel de 2 pages dans les éditions "Maubeuge" et "Avesnes" de la Voix du Nord, le vendredi 7 juin, bénéficiant d'une audience de plus de 56 000 lecteurs (dont 80 % d'abonnés). Cette parution a fait l'objet d'un relais en "Pré Home", sur le site Internet du support, les 8, 10, 12 et 13 juin, puis 19 et 20 juin, aux dates d'annonce des trois réunions publiques programmées sur le territoire ;

Cf. SCoT SA ANNEXE14 PUBLI VDN 080613



- un publi-rédactionnel de 1 page dans les trois éditions hebdomadaires : "La Sambre", "L'Observateur de l'Avesnois" et "Le Courrier de Fourmies" des 8 et 9 juin 2013.

Ces publications bénéficient d'une audience de plus de 52 000 lecteurs, les parutions ont également été traitées sur le site Internet de l'hebdomadaire pendant toute la période des réunions publiques (du 8 au 20 juin).

Cf. SCoT SA ANNEXE 15 PUBLI LA SAMBRE JUIN2013



Chapitre 4

Le relais des intercommunalités

Transversalement sur la période d'élaboration du projet, les intercommunalités et leurs communes rattachées ont relayé la dynamique d'information et de concertation créée autour du SCot Sambre Avesnois, notamment via des liens sur le site Internet et la programmation des réunions publiques. Ce relais s'est fait, en fonction de leurs moyens de communication propres, et de façon majoritairement numérique. De plus, les acteurs de l'arrondissement ont également relayé le projet, le pôle ESS notamment.



Chapitre 5

Les médias

La presse quotidienne régionale (2 éditions de la Voix du Nord : Avesnes et Maubeuge) et la presse hebdomadaire locale (3 éditions : La Sambre, Le Courrier de Fourmies et L'Observateur) ont régulièrement suivi les avancées du projet de SCoT.

Ces médias ont relayé les actions menées vers le grand public et couvert les débats tenus (réunions publiques, conférences, exposition).

Nous retenons notamment une centaine d'articles spécifiques au SCoT sur la période (2007/2013).

EXTRAITS...

VOIX DU NORD/MAUBEUGE/AVESNES, PUBLIÉ LE 13 JUILLET 2007

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Rémi Pavvros et Alain Poyart tiennent les rênes du SCoT

SCoT ou schéma de cohérence territoriale, voilà l'appellation barbare d'un document d'urbanisme qui, à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes, va servir de référence au développement économique harmonieux de la Sambre-Avesnois. L'idée est belle dans ce territoire dual entre ville et campagne. L'enjeu est fondamental pour les vingt prochaines années, mais la route sera longue. (...)

VOIX DU NORD/MAUBEUGE, PUBLIÉ LE 19 JUIN 2008

SCoT - Actualité Maubeuge - Nord

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification stratégique à l'échelle intercommunale. Institué par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (13 décembre 2000), il remplace le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme. Il s'agit d'un outil de conception et de mise en œuvre ; il est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques. Notamment dans le domaine de l'habitat, du transport, du développement commercial, de l'environnement, de l'organisation de l'espace... Il assure l'articulation des autres documents de planification sectoriels comme, par exemple, le Plan Local d'Urbanisme (PLU). Grâce au SCoT, la planification spatiale d'un territoire est désormais mieux associée à une vision stratégique de son développement. (...)

VOIX DU NORD/MAUBEUGE, PUBLIÉ LE 21 AVRIL 2009

Les élus se donnent un an pour présenter un projet territorial de la santé cohérent

La santé est l'un des deux maux de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe avec le chômage. On le sait, l'état des lieux n'est pas reluisant. Mais plus encore que le présent, c'est l'avenir qui préoccupe le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale (SCoT). D'où le colloque "santé" organisé hier à l'hôpital de Liessies pour essayer d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire. Il y a d'abord les chiffres qui tombent brutalement. (...) Face à cette disparité, Alain Poyart, maire d'Avesnes et vice-président du SCoT, a rappelé que "maintenir une présence médicale sur l'ensemble de l'arrondissement, en quantité et en qualité, doit être une priorité du SCoT". C'est d'ailleurs pour amorcer une réflexion sérieuse en ce sens et "porter un projet qui soit en mesure de proposer une organisation territoriale qui réponde aux enjeux", selon Rémi Pavvros, président du SCoT, que ce colloque sur la santé a été organisé. (...)

VOIX DU NORD/AVESNES, PUBLIÉ LE 12 OCTOBRE 2009

SCoT

La volonté affichée d'une seule voix pour l'arrondissement

La machine SCoT est lancée. Le diagnostic annoncé en juin 2008 a été présenté dans ses grandes lignes jeudi soir aux élus de l'arrondissement. La philosophie est là, reste à travailler et réunir. Qui n'a pas rêvé d'une voix d'envergure pour l'arrondissement ? D'une seule voix capable de défendre notre territoire ? Les élus veulent y croire. En tout cas, ils y travaillent. Difficile à imaginer quand par le passé Sambre et Avesnois n'ont pas été épargnées par les querelles de clocher. Maubeuge rêvant d'être sous-préfecture; Avesnes parlant de «délocalisation» pour le déménagement de l'entreprise Bigard à Feignies. Au sein même de la Sambre, il n'y a pas unanimité quand on évoque les transports... La conférence permanente a essayé de trouver cette unité, le SCoT parviendra-t-il ? (...)

VOIX DU NORD/AVESNES, PUBLIÉ LE 6 NOVEMBRE 2011

TRELON. Schéma de cohérence territoriale Une exposition présentant le schéma de cohérence territoriale Sambre Avesnois (SCoT) est visible dans le hall de la mairie (aux heures d'ouverture). Un registre est à la disposition de tous ceux qui souhaitent y noter leurs remarques.

VOIX DU NORD/MAUBEUGE, PUBLIÉ LE 21 JUILLET 2011

ZOOM. Ce diagnostic agricole a été commandé par le SCoT Sambre Avesnois, le Schéma de cohésion territoriale. Le SCoT est un document d'urbanisme qui fixe à l'échelle de l'arrondissement les principes fondamentaux de son développement pour les "15-20 ans" à venir. Il est porté par un syndicat mixte formé par 42 élus, venant des 12 communautés de communes de l'arrondissement. Le document d'urbanisme propose une stratégie aussi bien sur l'économie, l'habitat, les déplacements que l'environnement. Ces stratégies sont sur le site Internet du SCoT Sambre Avesnois.

VOIX DU NORD/AVESNES, PUBLIÉ LE 5 MARS 2013

RAPPEL

AVESNES-SUR-HELPE. Réunion publique sur le SCoT. La première réunion de concertation publique sur le schéma de cohérence territoriale en Sambre-Avesnois se déroulera mercredi 6 mars à 18 heures, à la salle des fêtes d'Avesnes-sur-Helpe. 100 000 foyers de l'arrondissement ont été les destinataires d'une brochure explicative sur le sujet, un document de planification territoriale suivant les grands thèmes de l'habitat, des déplacements, de l'économie, des équipements et de l'environnement. Le diagnostic du SCoT a été finalisé, le projet d'aménagement et de développement durable est en cours de finalisation et le document d'orientation et d'objectifs du schéma en cours de réalisation. Les organisateurs appellent la population à se rendre nombreux aux réunions publiques du mois de mars, afin de pouvoir s'exprimer sur la démarche entreprise.

L'OBSERVATEUR DE L'AVESNOIS/Par OLIVIER HURBIN LE 20/03/2013

Le SCoT, un outil technique pour développer le territoire

ACCUEIL/AVESNOIS

Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) est un outil qui doit permettre d'assurer le développement équilibré, harmonieux et durable du territoire et mettre en cohérence les politiques d'urbanisme des différentes communes qui le composent. Dans les faits, le SCoT fixe les grandes orientations de développement de l'arrondissement pour les vingt ans à venir en matière d'habitat, d'environnement, de développement économique et de déplacements. Il doit permettre d'offrir aux habitants un cadre de vie à la hauteur de leurs attentes tout en préservant les espaces naturels et agricoles, en favorisant le renouvellement urbain, en organisant l'urbanisation autour des équipements et services, en optimisant les déplacements, en régulant l'offre commerciale et en diversifiant l'offre et la qualité des logements. Tout un programme qu'il n'est cependant pas facile de faire adopter à l'unanimité. Ainsi, les acteurs du territoire réunis la semaine dernière à Avesnes ont relevé plusieurs incohérences dans ce projet : "Les enjeux du monde rural ne sont pas les mêmes que ceux de la Sambre. Certes, nous devons travailler ensemble, mais on ne peut pas à la fois favoriser les circuits courts et réduire le nombre de construction sur nos territoires ruraux", soulignait Philippe Lety, maire de Solre-le-Château. Vous pouvez retrouver tous les enjeux du SCoT à l'adresse suivante : www.scot-sambre-avesnois.fr (...)

VOIX DU NORD/AVESNES, PUBLIÉ LE 28 MARS 2013/Par JEAN-MICHEL VAILLANT

Un projet de territoire en Sambre-Avesnois pour les vingt ans à venir qui fait réagir

Engagé depuis 2008, le SCoT Sambre Avesnois est un document qui permettra aux élus et autres décideurs d'envisager, pour les vingt ans à venir, des projets d'envergure à l'échelle du territoire. S'il est adopté, la décision sera prise en décembre, il visera à un développement cohérent et équilibré du territoire. Et ce, dans plusieurs domaines, l'habitat, l'équipement, les déplacements, le développement économique et l'environnement. 235 000 habitants étant concernées au quotidien, trois réunions publiques ont été programmées, en mars-avril et la première qui s'est déroulée, mercredi soir à Avesnes-sur-Helpe, en présence de représentants de trois intercommunalités : cœur de l'Avesnois, Guide du Pays de Trélon, Action Fourmies et environs, a suscité de nombreux échanges. (...)

VOIX DU NORD/AVESNES, PUBLIÉ LE 11 JUIN 2013

La Sambre-Avesnois dans 20 ans, un débat du SCoT assez méfiant

Depuis 2008, la Sambre-Avesnois discute de son SCoT (schéma de cohérence territoriale). Un document qui fixera les orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 20 ans à venir. Un document, auquel les mairies et les communautés de communes devront se conformer avant de prendre une décision. Le syndicat mixte chargé de rédiger le document organise des réunions publiques. La première a eu lieu lundi à Avesnes. Rémi Pauvros, avec sa casquette de président du SCoT, a animé le débat qui a suivi la présentation des grandes lignes du schéma. Celui-ci peut se résumer en grandes orientations: un développement urbain équilibré et maîtrisé, une nouvelle dynamique d'échange et de déplacements, un cadre de vie valorisé. (...)

VOIX DU NORD/MAUBEUGE, PUBLIÉ LE 02/05/2013/Par ESTELLE BAILLIEUX

Quercitain : Rémi Pauvros répond à Guislain Cambier sur le SCoT

Le député-maire de Maubeuge et président de l'agglo Maubeuge val de Sambre a souhaité s'exprimer suite à notre article paru le 30 avril concernant la réaction de Guislain Cambier, président de la communauté de communes du Quercitain (CCQ), sur le Schéma de cohésion territoriale (SCoT). Sur la question du manque de concertation, pour Rémi Pauvros, "Guislain Cambier vient d'être élu à la CCQ. Il n'a pas pris en compte le travail de trois années auquel les élus du Quercitain ont participé. Sortir un document qui

définit les orientations du territoire sur les vingt ans n'est pas le fait d'une personne, et ne peut être efficace que s'il est partagé. Les choses sont loin d'être décidées. Nous sommes dans une période de finalisation des études. La place est encore au débat. Il reste encore deux conseils syndicaux, trois réunions publiques à tenir. J'invite Guislain Cambier à participer au débat. Les réunions publiques sont animées par moi-même et par Alain Poyart, président du cœur de l'Avesnois, dans laquelle se trouvent beaucoup de communes rurales. Quand Guislain Cambier dit "nous ne sommes pas une réserve d'Indiens", cela fait trente ans que j'ai entendu ça dans l'Avesnois. Guislain Cambier est trop jeune pour utiliser cet argument". (...)

VOIX DU NORD/MAUBEUGE, PUBLIÉ LE 28 MARS 2013

"Il y a une place pour la méthanisation"

Jean-Marie Allain est président de la commission énergie-climat du syndicat mixte du SCoT. Pour lui, le plan climat territorial, lancé au travers du SCoT Sambre Avesnois, encourage la méthanisation sur le territoire. (...)

VOIX DU NORD/AVESNES/PUBLIÉ LE 28 MARS 2013/Par ESTELLE BAILLIEUX

Le Quesnoy : Marie-Sophie Lesne, conseillère régionale, parle des dossiers du territoire

Marie-Sophie Lesne, élue au conseil régional depuis 2010, fait le tour des dossiers sur le territoire. Véloroute, transports ferroviaires, forêt de Mormal, l'élue UMP, qui siège à la commission transports, à la commission permanente et à la commission aménagement du territoire, tourisme environnement plan climat, revient sur les sujets qui lui tiennent à cœur. (...) SCoT de Sambre Avesnois : "C'est un sujet qui me préoccupe. Fin 2013, il sera approuvé, donc 2013 est une année fondamentale, notamment autour du taux d'artificialisation, qui donne une idée du foncier que l'on s'autorise à faire. De 1998 à 2009, 1274 hectares, soit plus 7,7 %, ont été consommés sur l'arrondissement. La loi dit qu'il faut réduire ce taux, passer de 7,7 % à 5 % sur dix ans. C'est ce qui est préconisé par le Parc. Cela équivaldrait à 714 hectares de disponible, à répartir entre l'urbanisation et les activités économiques. C'est un motif d'inquiétude. Et la Région parle de réduire ce taux à 2,5 %. Ce qui ramènerait la superficie sur l'arrondissement à 300 hectares. Et dedans, il faut tenir compte des infrastructures routières comme la RN2, la boucle d'essai ferroviaire. C'est un arbitrage en défaveur du développement économique. Je redis mes craintes par rapport au SCoT. Il faut tirer la sonnette d'alarme." (...)

VOIX DU NORD/AVESNES, PUBLIÉ LE 11/05/2013

ON EN PARLE

Aire de grand passage: une réflexion, six possibilités et quelques remous...

C'est loin d'être le gros morceau du Scot (schéma de cohérence territoriale, document devant prévoir pour les vingt années à venir les grandes lignes de l'aménagement du territoire à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes), mais c'est un point de réflexion qui crée déjà des remous. L'implantation d'une aire de grand passage pour les gens du voyage n'est pas encore actée qu'elle fait déjà parler. On fait le point.(...)

VOIX DU NORD/MAUBEUGE, PUBLIÉ LE 03/06/2013/Par JULIEN CASTELLI

L'Agglo maubeugeoise tente d'influencer le SCoT sur la question des réserves foncières

De quelles réserves foncières disposera l'arrondissement ces dix prochaines années ? Le syndicat mixte chargé d'élaborer le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Sambre-Avesnois délibérera en ce sens le 11 juillet. La délibération sera ensuite soumise à l'approbation de l'État et de la Région. Dans cette optique, la commission aménagement de l'espace de l'Agglo sambrienne a estimé son avis d'utilité publique.

Les élus ont débattu en interne mardi soir, puis rendu compte de leurs conclusions lors du conseil communautaire de vendredi soir. Ils sont pris entre le marteau et l'enclume : d'un côté, ils sont conscients de la nécessité de débloquer des terrains pour développer le territoire. De l'autre, ils sont soumis aux directives de l'État et de la Région, qui découlent du Grenelle de l'environnement : "L'effort qui nous est demandé est de consommer le moins de terrains possibles, de l'ordre de 3 %", rapporte Annick Mattighello. Quand la présidente de la commission aménagement de l'espace table plutôt sur un objectif de 5 % (l'équivalent de 893 hectares) : "Nous avons un rattrapage à faire dans l'Avesnois." Concilier développement du territoire et protection de l'environnement, c'est l'équation à résoudre. S'y ajoutent plusieurs inconnues : ne pas mécontenter le monde agricole en consommant trop de terrains, ni la chambre de commerce et d'industrie en affaiblissant les commerces de centre-ville. Les élus de la commission espèrent aussi que les aménagements de dimension régionale, comme le projet Railenium ou la liaison routière Maubeuge-Charleroi, seront exclus du décompte, ce qui permettrait un gain de 280 hectares. Enfin, ils incitent le SCoT à revoir à la hausse ses objectifs de constructions nouvelles censées accueillir des logements : "Nous arrivons à stabiliser notre population, se justifie Annick Mattighello. Notre ambition, c'est de l'augmenter." (...)

Cf. SCoT SA ANNEXE 16 PIGE PRESSE

LA TENUE DES RÉUNIONS PUBLIQUES

Conformément **aux délibérations de 2012, les réunions publiques ont été organisées à l'échelle des futurs EPCI de l'arrondissement**, repris en trois secteurs assurant la meilleure proximité possible pour les habitants et acteurs du territoire :

- **à Avesnes**, pour la Communauté de communes Cœur de l'Avesnois, la Communauté de communes Guide du Pays de Trélon et la Communauté de communes Action Fourmies et environs ;
- **à Le Quesnoy**, pour la Communauté de communes du Quercitain, la Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles et la Communauté de communes du Bavaisis ;
- **à Maubeuge**, pour la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Sambre Avesnois, la Communauté de communes Nord Maubeuge et la Communauté de communes frontalières Nord-Est Avesnois.

› MARS 2013, TROIS RÉUNIONS DÉDIÉES À LA RESTITUTION DU PADD ENRICHIS DES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES

La première série de réunions s'est tenue :

- à Avesnes, le jeudi 6 mars, salle des fêtes, à 18 h, présidée par Alain Poyart, vice-président du Syndicat mixte du SCoT ;
- à Maubeuge, Maison Folie, le mardi 26 mars, à 18 h, sous la présidence de Monsieur Di Pompéo, représentant du syndicat mixte et vice-président de l'AMVS ;
- à Le Quesnoy, le jeudi 28 mars, 18 h, au siège de la CC du Quercitain, présidée par M. Poyart.

Les séances se sont déroulées sur la base d'1 h 40 à 2 heures d'échanges. Pour chacune, 30 minutes ont été consacrées à la présentation du PADD par le bureau Études & cartographie, en charge de l'élaboration du SCoT ; les débats tenant à minima pour 1 h à chaque séance, avec une moyenne de 15 à 20 intervenants distincts par réunion.

Au total, les 3 réunions ont rassemblé 170 participants dont élus, citoyens, représentants d'association et du monde agricole (avec notamment une bonne fréquentation de la première réunion, le 6 mars à Avesnes, pour 80 participants). La presse quotidienne régionale et la presse locale hebdomadaire ont également suivi les séances.

Chaque réunion a fait l'objet d'une transcription mise en ligne sur le site Internet et a été accompagnée d'un support de présentation (également en ligne sur le site).

LES INTERVENTIONS MAJEURES

› SUR L'ARTIFICIALISATION DES TERRES À L'ÉCHELLE DE L'ARRONDISSEMENT ET L'ÉQUILIBRE DU DÉVELOPPEMENT ENTRE ZONES RURALES ET DES ZONES URBAINES

Cette thématique a été le point d'orgue des débats lors des réunions d'Avesnes et plus encore de Le Quesnoy.

Les élus, essentiellement, s'interrogent sur le devenir de leurs communes respectives. Ils craignent particulièrement que les zones urbaines "s'octroient" la majeure partie de l'enveloppe foncière qui sera ouverte à l'urbanisation sur l'arrondissement, et de perdre ainsi toute perspective de développement de leur commune et, en conséquence, de devoir fermer leurs écoles, perdre leur population, appauvrir leur services, équipements, commerces...

De nombreuses interrogations portent sur les règles qui vont définir l'enveloppe foncière à urbaniser pour les 10 ans à venir ainsi que le volume même de cette enveloppe et la méthodologie de répartition de ces surfaces à l'échelle des EPCI, puis de chaque commune. Les intervenants décrétant que le principe visant à retenir un tiers de la surface totale artificialisée sur les 10 dernières années semblait proprement insuffisant pour mener à bien le développement du territoire.

> SUR LE CARACTÈRE CONTRAIGNANT DU SCOT

De nombreux élus s'inquiètent de la mise en œuvre d'un projet qui va encore réduire leur marge de manœuvre déjà très contrainte par les PLU. Certains participants (en secteur rural notamment) détailleront des projets qui n'ont pu aboutir faute de permis de construire et s'interrogent sur la pertinence des argumentations qui accompagnent ces refus et leurs incohérences avec les enjeux de développement du territoire (développer l'hébergement touristique, pour exemple).

• Les réponses apportées par le Syndicat mixte, le bureau d'études, la DDTM et l'ADUS

Les réglementations portées par le SCoT sont celles qui s'appliquent déjà dans les PLU. Le SCoT reprend ainsi les obligations qui s'imposent déjà à chaque commune mais il indique une organisation à l'échelle de l'arrondissement, à l'échelle des EPCI, leur permettant un développement plus équilibré et plus cohérent.

La DDTM -Direction départementale des territoires et de la mer- rappelle qu'en l'absence de document d'urbanisme (PLU ou carte communale, ou POS), c'est le Règlement National d'Urbanisme qui s'applique. C'est donc l'État qui instruit, au nom de l'État, les permis de construire. Et lorsque l'État refuse telle ou telle construction, c'est qu'il applique les textes relatifs à la lutte contre l'étalement urbain, la lutte contre l'artificialisation des sols, etc. Les services encouragent en ce sens toutes les communes à se doter d'une carte ou d'un PLU afin de mieux maîtriser leur développement.

Par ailleurs, consciente que l'articulation de ces documents d'urbanisme soulève de nombreuses interrogations, l'ADUS (Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre) travaille sur une "boîte à outils" permettant d'accompagner les élus dans leur démarche de planification territoriale, en relais avec les EPCI et la DDTM, pour que le SCoT relaie une nouvelle manière d'aménager.

Bruno Gellereau (Études & cartographie) rappelle que, conformément aux orientations de la loi ENE - Engagement national pour l'environnement (votée en juillet 2010) et plus récemment du SRCAE -Schéma Régional Climat Air Énergie (adopté à l'automne 2012 par la Région), le Syndicat mixte du SCoT Sambre Avesnois a pour objectif de réduire l'artificialisation qui s'est largement développée et accélérée ces dernières années.

Pour autant, réduire la consommation foncière à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes ne signifie pas que l'on ne pourra plus construire, ni aménager. Cela signifie qu'il faut aménager autrement et en répondant de manière adaptée aux nouveaux besoins en logements identifiés des ménages tout au long des différentes étapes de la vie (le parcours résidentiel).

Il s'agit parallèlement de continuer d'accueillir de nouvelles populations, dans des logements plus adaptés à leur accueil et aux secteurs d'accueil également, c'est-à-dire favorables à l'accessibilité des transports en communs, des commerces, services et équipements.



L'enveloppe foncière ouverte à l'urbanisation sera répartie par EPCI et le volume de répartition se fera sur la base de l'artificialisation globale réalisée sur la totalité de l'arrondissement, puis répartie au prorata du nombre d'habitants par EPCI. C'est l'intention actuelle qui a été débattue par le Syndicat mixte.

Enfin, effectivement, le schéma de la Région vise le principe d'un tiers de la superficie consommée, mais ce n'est pas le principe retenu par le Syndicat mixte, à ce jour.

> SUR LA GOUVERNANCE ET L'ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES À L'ÉCHELLE DE L'ARRONDISSEMENT

Deux types d'interventions fortes ont marqué les débats :

> **Sur la gouvernance** (*intervention portée par les représentants du CODEV -Conseil de développement, représentant la société civile- réunion de Maubeuge*).

Le CODEV pose la question des arbitrages relatifs aux projets et de leur légitimité : les orientations du SCoT présentées sont à la fois larges et complètes. Comment va-t-on planifier et prioriser la mise en œuvre des projets, sachant que leur ampleur et leurs coûts financiers imposeront naturellement des arbitrages ?

Par ailleurs, le CODEV insiste sur l'importance d'anticiper une méthodologie capable d'accompagner les élus dans la mise en œuvre et le suivi du SCoT, indiquant que ces derniers, pour la plupart, se sont encore peu appropriés le sujet. D'une façon générale, le CODEV regrette que les élus ne soient pas assez impliqués dans le projet et invite à réfléchir aux actions à mettre en place pour favoriser l'appropriation du projet. L'implication des élus aujourd'hui est un enjeu fondamental, elle constitue un préalable à la participation des citoyens.

Enfin, le CODEV se pose comme un acteur et un relais potentiel de toute démarche qui irait dans ce sens et invite le Syndicat mixte et l'ADUS à l'associer à l'organisation d'un "pôle de communication" dédié.

• Réponses apportées par le syndicat mixte (M. Di Pompéo) et l'ADUS

La présentation du PADD est l'aboutissement d'un long processus de concertation avec les élus. Il a nécessité de nombreuses réunions et a été longuement débattu. C'est le processus adopté tout au long de la procédure d'élaboration du SCoT et lorsque le schéma sera adopté, le Syndicat mixte rentrera dans une phase de mise en œuvre et de suivi du projet où la concertation et la communication continueront. Une réflexion sur les actions à mener dans ce sens est d'ores et déjà engagée.

Sur les arbitrages : le territoire s'est doté d'instances (à l'échelle de l'arrondissement) ayant la charge de mettre en œuvre les projets de développement, à l'instar du Plan local de développement économique (PLDE), pour exemple.

Sur l'appropriation des projets : il ne s'agit pas d'un point spécifique au SCoT, ni même à l'arrondissement. C'est un problème de responsabilité de citoyen, de responsabilité par rapport à la politique, à la République. Il se traduit, par ailleurs, par le peu de votants dans les urnes. Effectivement, pour le SCoT, comme pour les autres projets, leur méconnaissance pose aujourd'hui des difficultés. Aussi, M. Di Pompéo invite-t-il le CODEV à se rapprocher de l'ADUS pour monter une séance de travail et envisager une réflexion qui soit transposable au reste du territoire.

> **Sur le rapport de force et la recherche d'équilibre** entre secteurs ruraux et secteurs urbains (*interventions portées par Monsieur Sculfort, maire de Maroilles et par Monsieur Raoult, président du PNR de l'Avesnois et maire de Le Quesnoy*).

Monsieur Raoult indique que l'enjeu politique du SCoT réside avant tout dans la recherche d'un équilibre du rapport de force entre urbains et ruraux, que les élus doivent "s'opposer à toute appropriation du droit à construire par les métropoles".

Certes, il faudra intégrer des éléments suffisamment restrictifs pour que le SCoT soit approuvé mais il faut également obtenir une répartition correcte du droit à construire sur l'ensemble de l'arrondissement. Monsieur Raoult précise encore que ce sont aux communautés de communes de gérer l'ensemble de leur territoire, les élus devant, au sein de chaque communauté, réfléchir collectivement à la manière d'organiser le développement de leurs territoires, par, notamment, l'apprentissage du dialogue et de la concerta-



tion, et non pas au grès des opportunités foncières. Il s'agit-là d'une "évolution culturelle" qu'il faut impérativement réussir.

Enfin, le président du PNR rappelle qu'historiquement l'Avesnois est une terre d'habitat dispersé, et que vouloir amener les populations à vivre différemment engendre des problèmes culturels plus importants que dans d'autres régions.

Monsieur Sculfort indique que si effectivement les élus doivent faire appliquer la législation en matière d'urbanisme, ils ont également la responsabilité de ne pas réitérer les "erreurs du passé". Il expliquera notamment qu'il faut avoir une réflexion qui dépasse le schéma actuel proposé, consistant uniquement à densifier les zones urbaines et à désertifier les zones rurales. Ce schéma ne faisant qu'accroître les difficultés des populations les plus fragiles.

> SUR LE DÉVELOPPEMENT TRANSFRONTALIER

Le président du COTESS Sambre Avesnois (Conseil Territorial de l'Économie Sociale et Solidaire, association des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire) attire l'attention des participants et du Syndicat mixte sur le fait que l'Avesnois, semble-t-il, monte peu de projets transfrontaliers faute d'ingénierie adaptée et reste ainsi l'arrondissement qui utilise le moins les dispositifs européens. Les élus et professionnels doivent donc mettre en œuvre des politiques appropriées.

> SUR LA FILIÈRE BOIS

Toujours selon le COTESS, si la filière existe, aucune activité de transformation n'est développée sur place alors que l'un des enjeux de ce type de projet, c'est-à-dire la création d'emplois, nécessite de transformer sur place, et il ne voit aucune action émerger en ce sens.

> SUR L'OFFRE TOURISTIQUE

Le président de l'association précise encore que s'il existe une offre touristique importante sur le territoire, elle souffre de "mise en économie". Il y a un coût mais pas de retour économique, et le "schéma" perdure. Il faudrait notamment mettre en œuvre les outils d'accompagnement existants, à l'échelle régionale mais aussi territoriale, conclue-t-il.

> SUR LES PROJETS DU TERRITOIRE EN GÉNÉRAL

Un citoyen qui s'est déplacé aux réunions d'Avesnes, puis de Le Quesnoy, s'interroge sur le développement de nombreux projets touristiques qu'il estime "pharaoniques" ou déficitaires alors que les projets "vitaux" pour l'arrondissement (l'hôpital de Maubeuge et les infrastructures routières –RN 2 et RD 649) sont en attente de financements depuis trop longtemps.

Un médecin à l'hôpital de Maubeuge s'exprimera longuement sur la nécessité de faire aboutir le projet du



nouvel Hôpital de Maubeuge et regrette amèrement que l'arrondissement soit "laissée pour compte" en matière d'offre de santé, lorsque des territoires voisins ont vu leur projet s'accélérer.

Un participant évoque le projet du centre d'essais ferroviaire (la boucle de Bachant). Il indique que le projet manque de transparence, tant sur les coûts qui devront être supportés par les citoyens que sur la consommation de foncier générée. Un participant précise qu'il s'agit d'un projet porté par les industries ferroviaires et Réseau Ferré de France et qu'il s'agira d'un pôle mondial, potentiellement très attractif pour le territoire.

► SUR LES DÉPLACEMENTS

Les participants s'interrogent sur le devenir du projet RN 2, l'enclavement de certains secteurs du territoire, les difficultés de circulation sur la RD 649 et l'inadéquation des transports en commun sur le territoire (des lignes de bus "à vide" en zone rurale et, a contrario, des lignes surchargées dans les secteurs urbains les plus fragilisés).

• Éclairage apporté sur le projet de la RN 2

Le sous-préfet, M. Cure, présent à la réunion publique d'Avesnes, a confirmé aux participants que le projet de la RN 2 (le doublement jusqu'à proximité d'Avesnes et le contournement d'Avesnes) est bien sur la programmation nationale 2014/2019. L'incertitude sur l'année effective de lancement est liée aux difficultés financières actuelles, le projet représentant plusieurs dizaines de millions d'euros.

► SUR LES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

L'éolien

Plusieurs interventions ont lieu sur la légitimité des implantations et projets. Certains s'étonnent de voir des territoires "autorisés" et d'autres pas, des communes frontalières s'étonnent du fait qu'elles ne peuvent implanter de l'éolien alors qu'elles auront tout de même les structures devant leur fenêtres, en Belgique. D'autres encore s'interrogent sur la rentabilité des implantations qui nécessitent des coûts financiers importants en terme de réseau.

• L'éclairage du bureau d'études

Il y a en effet dans certains secteurs de l'arrondissement, notamment dans le Quercitain, des sites favorables à l'implantation d'éoliennes. En revanche, sur une majeure partie du territoire, la Région a indiqué dans son plan directeur que le secteur n'était pas favorable aux éoliennes. Par ailleurs, dans la charte du PNR, il existe une cartographie des secteurs d'implantation d'éoliennes (jusqu'en Thiérache notamment).

> SUR L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES PROJETS

Un citoyen, représentant d'association, s'exprimera longuement, à Le Quesnoy, sur les pollutions et risques générés par certains aménagements. Il cite en particulier le tracé de la 2X2 voies entre Ferrière-la-Petite et Bachant qui impacterait dangereusement la ressource en eau du bassin de vie et s'étonne que les élus prônent la reconversion de friches industrielles, c'est-à-dire l'aménagement de sites fortement pollués. Il insiste sur le fait qu'il faille, au préalable de la mise en œuvre du SCoT, établir un diagnostic des aménagements réalisés et des risques courus.

Cf. SCoT SA ANNEXE 19 RPMARS2013

Cf. SCoT SA ANNEXE 20 PPT PADD 2013

> JUIN 2013, TROIS RÉUNIONS DE PRÉSENTATION DU DOO

La seconde série de réunions s'est tenue :

- à Avesnes, le lundi 10 juin, salle des fêtes, à 18 h 30 ;
- à Le Quesnoy, le jeudi 13 juin, à 19 h 30, à l'hôtel de ville ;
- à Maubeuge, Maison Folie, le jeudi 20 juin à 19 h.

Les trois séances ont été présidées par Rémi Pauvros, président du Syndicat mixte du SCoT. D'une durée de 1 h 40 à 2 h 15, elles ont permis d'échanger autour du DOO, présenté par le bureau d'études et l'ADUS. Si la fréquentation a été moindre sur la séance d'Avesnes, elle a nettement augmenté sur celle de Maubeuge (plus d'une cinquantaine de participants) et "explosé" sur la séance de Le Quesnoy (plus de 300 personnes). En effet, les récents débats autour de l'aire de grand passage des gens du voyage avaient incité les habitants du secteur à venir exprimer leur désaccord. Pour autant, la moitié des participants est restée jusqu'au terme de la réunion, suivant l'intégralité de la présentation du DOO et des débats.

Les transcriptions et documents de présentation ont été mis en ligne sur le site.

Cf. SCoT SA ANNEXE 21 RPJUIN 2013

Cf. SCoT SA ANNEXE 22 PPT DOO 2013

cf. SCoT SA ANNEXE 23 REGISTRES DE PRESENCE



LES INTERVENTIONS MAJEURES

> SUR L'ARTIFICIALISATION DES TERRES

Les questionnements sur l'enveloppe foncière vouée à l'urbanisation, posés à l'occasion des précédentes réunions de mars 2013, ont été réitérés. Les craintes exprimées se cristallisent sur l'avenir des secteurs ruraux, qui voient leurs possibilités de développement plus que restreintes par le SCoT. D'une façon générale, les élus souhaitent témoigner de leurs difficultés croissantes à conduire des projets au regard d'une réglementation de plus en plus dure et complexe.

• L'éclairage du syndicat mixte (le président, R. Pauvros)

Le document est ce qu'on appelle "opposable", c'est-à-dire qu'il fixe les règles d'aménagement qui s'imposeront sur le périmètre du SCoT, sachant que les communautés de communes et/ou communes restent maîtresses de l'aménagement de leurs secteurs, via les PLU et PLUi en particulier, le SCoT fixant les orientations générales.

Une nouvelle loi (la loi ENE, dite Grenelle II) votée en 2010 a modifié certains principes et amène les collectivités à prendre leur destin en main : quel projet porter pour l'avenir de leur territoire ? Trop souvent, le projet est perçu comme négatif, contraignant. Non, il s'agit pour les élus de l'Avesnois de pouvoir afficher leur ambition.

Le président répondra que d'une part le choix du Syndicat mixte a été celui d'un pilotage commun assuré par lui-même et Alain Poyart, vice-président, dont les appartenances sont diverses. Que d'autre part, l'ensemble des EPCI sont pleinement associés au projet, depuis le départ et que cette organisation collégiale est induite au regard de la grandeur du territoire (151 communes). Enfin, il précise que l'Avesnois a souffert durant trop longtemps d'un manque de vision commune, de porter des projets d'une même voix. Il ajoute que cette volonté commune sera décisive dans les négociations à venir pour l'attribution des subventions européennes, et que les territoires qui auront su porter leur projet commun auront un avantage certain.

Le projet fixe ainsi la volonté de préserver ce qui constitue une carte majeure pour l'Avesnois : un équilibre entre activités économiques, zones urbaines à consolider et à conforter, et un espace rural tout à fait intéressant, les bocages, notamment protégés par le PNR.

Enfin, le document présenté ce soir a été validé à l'unanimité par les élus du syndicat mixte, comme l'ont été les documents précédents, notamment le PADD.

> SUR LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX EN GENERAL

Les deux interventions majeures ayant été portées, pour chacune des trois séances, par Messieurs Lainet et Wanderpepen (ATTAQ)

Monsieur Lainet réitère et complète ses propos tenus en mars, à savoir que le diagnostic du territoire n'a pas été réalisé concrètement, que les projets présentés (boucle ferroviaire, projets routiers) ne permettront pas d'atteindre les objectifs en termes d'emploi ou de modes de déplacements alternatifs. L'intervenant déplore encore que les filières bois, lait et pierre, ainsi que les énergies renouvelables, ne fassent pas l'objet de projet de développement plus concret en terme d'emploi. Il précise enfin ne pas avoir entendu suffisamment évoquer la thématique des déchets et de la méthanisation.

Monsieur Wanderpepen évoquera particulièrement le projet Railenium indiquant qu'il impactera les ressources des générations futures et ne sera, finalement, pas générateur d'emploi. Il évoquera de nombreux autres sujets (le gaz de schistes ou des projets nationaux n'ayant pas d'objet avec le SCoT de la Sambre Avesnois) sur les mêmes critères (risque environnemental majeur à venir). Enfin, Monsieur Wanderpepen, précise que via les pétitions et associations, les citoyens du territoire et plus largement de la région s'opposent fermement au projet Railenium, proposant notamment d'étudier une implantation sur l'ancienne base aérienne de Cambrai, et que ces propositions ne sont pas écoutées. D'une façon générale, sur ces sujets, il note le manque de concertation avec la population concernée.

Enfin, M. Wanderpepen s'interroge sur la position de l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, dans sa proposition d'artificialisation à 5 % (il citera en particulier la position de la présidente de l'ADUS en conseil communautaire, relayée récemment par la presse) quand l'État (précise-t-il) vise un objectif de 3 à 3,5 %.

► SUR LE PROJET RAILENIUM

Les interventions des deux représentants d'association ont été complétées, en particulier à Maubeuge le jeudi 20 juin, par un groupe de participants constitué en "collectif spontané" étant intervenu exclusivement sur le sujet. La dizaine de citoyens a ainsi évoqué la gestion globale du projet et de la concertation, déplorant qu'aucune réponse, depuis trois ans, n'ait été apportée aux interrogations posées ; que la proposition d'implantation sur la base de Cambrai a été jugée impossible sans qu'aucune étude ne vienne justifier cette position. Ce collectif précise encore qu'aucune information technique n'est traitée auprès des riverains concernés ; que la consommation estimée (70 ha) serait en deçà du besoin réel. Enfin, la préoccupation centrale est le risque de détruire une plaine entretenue et protégée depuis des générations pour un projet, qui au final, génèrerait peu d'emplois.

• L'éclairage du syndicat mixte (le président, R. Pauvros)

En réponse aux représentants d'associations, Monsieur Pauvros indique que s'il comprend le sens des interventions. Il déplore les invectives et la contestation permanente sans qu'une attitude d'échange et de dialogue n'émerge jamais.

Sur le fond, il rappelle le taux de chômage extrêmement important et les difficultés économiques croissantes des populations du territoire. La responsabilité des élus est ainsi, en particulier pour les générations à venir, de faire en sorte que le territoire soit capable, à travers le choix des élus, de faciliter et d'accompagner la création d'emplois. Et c'est cette vision que porte le projet de SCoT. Sur la question générale de l'environnement, il rappelle que le plan climat et ses orientations ont été votées à l'unanimité, et qu'il est en marche, que les enjeux climatiques et énergétiques sont très largement intégrés à la stratégie du SCoT (il évoquera également le fait que l'AMVS porte un très grand projet de méthanisation). Dans le même esprit, il souligne le travail et les projets en faveur des circuits courts alimentaires.

Sur le projet Railenium, Monsieur Pauvros rappelle que le sous-préfet a repris la concertation. Il s'agit d'un projet qui, effectivement, peut consommer un certain nombre de terres agricoles, les agriculteurs concernés ayant d'ailleurs été rencontrés. Il s'agit d'un projet qui doit permettre d'améliorer la compétitivité ferroviaire, le développement intelligent, sécurisé de l'utilisation du train (en terme écologique plus intéressant). Si les projets n'émergent pas, c'est la concurrence tchèque ou chinoise, ou encore japonaise qui s'imposera sur ce marché. Il faut ainsi trouver les équilibres et les compromis.

Sur l'artificialisation. Le syndicat a opté pour 5 % d'artificialisation, par période de 10 ans. 5 % c'est le seuil de la charte du Parc régional, déjà fixé. Il confirme qu'effectivement le syndicat n'est pas d'accord sur les 3 % annoncés et travaille jusqu'à l'arrêt de projet dans ce sens.

Il précise enfin que la négociation engagée et présentée en Conseil syndical du 30 mai dernier argumente notamment :

- que l'Avesnois représente un des rares secteurs de la région à posséder de l'espace,
- que l'Arrondissement a besoin de logements pour maintenir sa population (si les chiffres de l'INSEE de 2000 préoyaient un déclin de population -moins de 200 000 habitants à 2020- les chiffres actuels démontrent que l'arrondissement stabilise sa population (à 230 000 habitants), il faut maintenir le cap ;
- que le SCoT prévoit de construire en priorité dans l'enveloppe urbaine existante et urbanisera pour produire 650 logements/an, afin de maintenir sa population.

Sur l'aire de grand passage des gens du voyage, le président précise, à Le Quesnoy notamment, que les élus du Syndicat mixte ne proposeront pas un terrain situé dans le secteur de Le Quesnoy pour cette aire.

Il rappelle le contexte : un travail a été fait par les bureaux d'études pour identifier des terrains possibles, car le Syndicat est tenu d'avoir, au moins sur l'arrondissement d'Avesnes, un terrain qui peut accueillir (sur quelques semaines annuellement) les grands passages qui rejoignent les rassemblements religieux dans l'est. C'est la réglementation, c'est une compétence d'État, mais le Syndicat, dans le cadre du SCoT, doit proposer des terrains.



Partie III

Évaluation

SYNTHÈSE DES ACTIONS MENÉES

PHASE	PÉRIODE	CONDUITE DU PROJET	OUTILS	CHIFFRES CLÉS
DIAGNOSTIC	2008/2009	48 séances , dont : <ul style="list-style-type: none"> • 13 réunions territoriales. • 23 commissions thématiques • 1 colloque "santé" • 1 séminaire "partage du diagnostic" • 11 Conseils syndicaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement du site Internet du SCoT Sambre Avesnois (avril 2009) • Relais presse locale hebdomadaire et presse régionale quotidienne 	Invitation en Conseils syndicaux : 45 élus et 48 partenaires
PADD	2010/2011	12 séances , dont : <ul style="list-style-type: none"> • 5 réunions territoriales • 2 commissions thématiques • 6 Conseils syndicaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Animation du site Internet (actualités et téléchargements des documents projets : fiches diagnostic et PADD). • Une exposition itinérante 	<u>Site Internet :</u> 1 578 visites 11 081 pages consultées <u>Exposition :</u> 12 jeux de 7 panneaux (80*120 cm) sur le territoire
DOO	2012/2013	36 séances , dont : <ul style="list-style-type: none"> • 4 réunions de bilan d'étape de la concertation/EPCI • 2 commissions thématiques • 10 réunions PPA (Région, Département, Conseil de développement, CCI, PNR) • 4 présentations en conseil communautaires/EPCI et bureau du PNR • 2 séminaires (commerces, circuits courts alimentaires). • 8 Conseils syndicaux • 6 réunions publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Animation du site Internet (actualités et documents projets, annonce des réunions publiques et restitution des débats). • 1 synthèse circuits courts • un memento du SCoT • 1 brochure grand public • 5 publi-rédactionnels 	<u>Site Internet :</u> 3 250 visites 25 489 pages consultées <u>Memento 6 pages :</u> 500 exemplaires diffusés <u>Synthèse Circuits courts :</u> 500 exemplaires diffusés <u>Brochure 6 pages :</u> 100 000 foyers touchés <u>Publi rédactionnels :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Voix du Nord, 7 juin Editions Avesnes+Maubeuge : Audience 56 131 lecteurs • La Sambre, Le Courrier de Fourmies et l'Observateur de l'Avesnois, week-end du 8/9 juin : audience 52 000 lecteurs <u>Réunions publiques :</u> <ul style="list-style-type: none"> • mars : 170 participants • juin : 400 participants

SYNTHÈSE DES THÉMATIQUES DÉBATTUES EN RÉUNIONS PUBLIQUES

Les six réunions publiques de 2013 ont rassemblé plus de 600 personnes sur les mois de mars et juin.

Les représentants d'associations en faveur de l'environnement ont affiché une présence soutenue et la presse, à chaque fois conviée, a suivi et relayé les débats.

Les principaux débats relatifs aux orientations du SCoT ont porté sur :

- **l'équilibre du développement des zones rurales par rapport aux zones urbaines et la question de l'artificialisation des terres**, notamment : le volume de l'enveloppe foncière dédiée aux aménagements sur l'arrondissement pour les 10 ans à venir, le mode de répartition de cette enveloppe à l'échelle du périmètre SCoT et au sein de chaque EPCI,
- **la gouvernance** dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du SCoT, en particulier, **l'appropriation du projet par les élus** et les conditions de **l'association de la société civile** aux réflexions menées,
- **les différents projets du territoire** : les échéances effectives des projets d'infrastructures routières (RN2 et RD 649) et de l'hôpital de Maubeuge, le développement de projets de transport en commun adaptés au territoire,
- le développement des **projets transfrontaliers** et celui des **activités en lien avec le tourisme**,
- **les préoccupations environnementales** (la position sur l'éolien notamment, l'impact environnemental des aménagements réalisés et des projets à venir, les risques liés à la pollution des friches industrielles),
- **l'opposition à l'inscription d'une aire de grand passage pour les gens du voyage** sur l'un ou l'autre des 6 secteurs de l'Arrondissement "potentiellement" ciblés,
- **l'expression d'un grand nombre de préoccupations quant au projet Railenium**, notamment sur la "destruction" de terres agricoles.

CONCLUSIONS

Le Syndicat Mixte du ScoT Sambre Avesnois a réalisé de multiples actions d'échange, d'information et de communication autour de son projet visant à toucher le plus largement possible les élus, acteurs et habitants du territoire.

La conduite du projet et la mobilisation des acteurs concernés se sont traduites par l'organisation et la tenue d'une centaine de réunions depuis le début de la procédure, en 2008 (rencontres des intercommunalités, commissions thématiques, comités techniques, conseils syndicaux et communautaires, séances de restitution et de mise en débat, conférences).

Une couverture médiatique (presse régionale quotidienne et presse hebdomadaire locale) a permis de relayer les avancées et débats tout au long de la période.

Dès 2009, le Syndicat mixte a su se doter d'outils visant l'information d'un public le plus large possible : son site Internet.

Il a ensuite poursuivi la réalisation des actions actées aux délibérations : l'exposition itinérante en 2011, puis les réunions publiques en 2013.

Au-delà, et afin de renforcer son dispositif initial, le Syndicat mixte a géré un point d'étape de la concertation, en 2012, avec les EPCI qui le souhaitaient. Ce bilan d'étape a abouti à la création et la diffusion d'un memento (fin 2012) plus particulièrement dédié aux élus et partenaires du projet. Cette diffusion a été suivie d'une brochure touchant les 100 000 foyers du territoire et préparant chacun à participer aux réunions publiques de mars (3 séances de restitution du PADD), puis de juin (trois séances de présentation du DOO). Cette dernière phase de réunions publiques a par ailleurs été accompagnée par la diffusion de publi-rédactionnels dans la presse quotidienne et hebdomadaire sur l'ensemble des éditions de l'arrondissement d'Avesnes, servant une volonté de visibilité accrue.

Enfin, les actions menées ont été annoncées et présentées en conseils syndicaux, préparant le mieux possible les élus à appréhender les thématiques du projet.

Si la difficulté, pour le grand public, d'appréhender la longévité du projet, son échelle territoriale et sa transversalité reste avérée, les habitants ont pu, en particulier lors des débats des réunions publiques, largement exprimer leurs préoccupations. En toute transparence, le Syndicat les a par ailleurs relayées sur le site Internet.

Ainsi, au final, les 600 participants rassemblés dans le cadre des 6 réunions publiques de 2013 ont pu nourrir des échanges sur le projet de SCoT. Les interrogations majeures étant : l'enveloppe foncière vouée à l'urbanisation pour les 10 ans à venir et sa répartition au sein de chaque EPCI, l'équilibre entre le développement des zones rurales et celui des secteurs urbains, l'attente de la mise en œuvre des projets d'infrastructures routières, de nombreux questionnements relatifs au projet Railenium, et enfin, une opposition sectorielle à l'implantation d'une aire de grand passage des gens du voyage.

Annexes

- cf. SCoT SA ANNEXE₁ DELIB CONCERT 2008
- cf. SCoT SA ANNEXE₂ DELIB CONCERT 2012
- cf. SCoT SA ANNEXE₃ CALENDRIER REUNIONS
- cf. SCoT SA ANNEXE₄ DELIB BUREAU 110608
- cf. SCoT SA ANNEXE₅ VDN 210409
- cf. SCoT SA ANNEXE₆ PPT DIAG2009
- cf. SCoT SA ANNEXE₇ VDN 111009
- cf. SCoT SA ANNEXE₈ CS PADD 310511
- cf. SCoT SA ANNEXE₉ CONF CIRCUITS COURTS 221112
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₀ CS DOO 300513
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₁ EXPO 2011
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₂ MEMENTO 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₃ BROCHURE 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₄ PUBLI VDN 070613
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₅ PUBLI HEBDOS JUIN 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₆ PIGE PRESSE
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₇ COM PRESSE 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₈ AFFICHETTES RP 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₁₉ RPMARS2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₂₀ PPT PADD 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₂₁ RP JUIN 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₂₂ PPT DOO 2013
- cf. SCoT SA ANNEXE₂₃ REGISTRES DE PRESENCE



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois • Mairie d'Avesnes-sur-Helpe • 13, place du Général-Leclerc BP 208 - 59363 Avesnes-sur-Helpe cedex
contact@scot-sambre-avesnois.com • scot-sambre-avesnois.com